



ENSEMBLE, DÉFENDONS LES SERVICES PUBLICS ! 23 JUIN - JOURNÉE DES NATIONS UNIES POUR LA FONCTION PUBLIQUE

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon, s'est exprimé à l'occasion de la Journée des Nations Unies pour la fonction publique : « Je saisis cette occasion pour remercier tous les fonctionnaires des efforts qu'ils déploient au quotidien pour faire œuvre utile et j'invite les jeunes du monde entier à contribuer à la construction d'un futur digne pour tous en se consacrant à la noble cause qu'est le service public. »

L'Internationale des Services Publics, la fédération syndicale internationale qui représente les travailleurs/euses des services publics, salue ce message positif, tout particulièrement à l'heure où les services publics se trouvent menacés aux quatre coins du monde. Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'ISP, a déclaré : « J'espère que cela signifie que l'ONU s'apprête à changer son fusil d'épaule, pour se concentrer désormais sur les investissements publics et non plus sur le capital privé, afin d'apporter son concours à la réalisation des Objectifs de développement durable. Les coupes budgétaires et la dépendance aux capitaux privés se sont révélées inefficaces. Les multinationales accumulent des fonds dans des paradis fiscaux à l'étranger, au lieu de les réinvestir. Nous devons veiller à ce que les multinationales s'acquittent de leur juste part de l'impôt et à ce que les gouvernements utilisent ces revenus afin de stimuler la croissance du secteur public, en investissant dans des services publics universels et de qualité. L'accès universel à ces services publics constitue un prérequis pour une économie saine et une société juste et équitable. »

L'ISP défendra les travailleurs/euses des services publics et travaillera en étroite collaboration avec la société civile à l'occasion de deux réunions mondiales qui se tiendront au cours des prochains mois, afin de veiller à ce que l'Agenda 2030 tienne ses promesses. La conférence Habitat III, la troisième [Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable qui a lieu tous les 20 ans](#), se déroulera du 17 au 20 octobre 2016 à Quito, en Equateur. Les Nations Unies ont appelé les participants à cette conférence à faire le point sur les tendances urbaines en pleine mutation et à « [donner un nouveau souffle](#) » à l'engagement politique international en faveur du développement durable des villes et des autres établissements humains, à la fois ruraux et urbains.

Si les autorités locales et les programmes de développement économique urbain visent en effet l'inclusion, l'intégration socio-économique et des moyens de subsistance durables, ils doivent en revanche être fondés sur un accès universel à des services publics de qualité. Ils doivent se concentrer tout particulièrement sur l'intégration des personnes potentiellement vulnérables, en ce compris les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les migrant(e)s et les réfugié(e)s, ainsi que les communautés autochtones et LGBT. Enfin, le travail décent et les droits des travailleurs/euses doivent résider au cœur de ces programmes, afin de traiter les problèmes des travailleurs/euses informel(le)s, précaires et peu qualifié(e)s, du chômage de longue durée, des travailleurs/euses pauvres, des travailleurs/euses migrant(e)s et des réfugié(e)s.

L'accès universel aux services publics essentiels favorise l'égalité – en particulier au sein des populations urbaines – et est inextricablement lié au respect des droits humains. Des services publics de qualité, accessibles à tous et abordables revêtent une importance capitale en vue de bâtir des villes durables et inclusives. Ces services publics essentiels doivent rester un bien public et être gérés comme tel. Lorsque les dynamiques de marché et la maximisation du profit régissent l'offre de services publics, il ne s'avère alors impossible de réaliser des objectifs de durabilité sociale et environnementale plus ambitieux. Les ressources publiques et les biens communs se retrouvent de plus en plus menacés, la transparence ainsi que le contrôle civique et démocratique sont mis à mal, et les coûts économiques et sociaux globaux augmentent pour la communauté. Rien ne prouve que le secteur privé soit plus efficace que le secteur public. Bien au contraire, il apparaît de plus en plus que la privatisation est vouée à l'échec, que ce soit au travers de vente de biens, de sous-traitance, de concession ou de partenariats public-privé (PPP). La remunicipalisation, les partenariats public-public et la coopération intermunicipale représentent autant d'alternatives efficaces aux PPP.

Les préparatifs de la conférence de la CNUCED, qui se tiendra en juillet à Nairobi, témoignent également d'un optimisme excessif au regard des mécanismes utilisés par le secteur privé, tels que [les partenariats public-privé](#), qui constituent selon l'organisation un « moyen efficace de financer les infrastructures ». Le Réseau pour la justice fiscale, Eurodad, Alliance-Sud et Third World Network rejoignent l'ISP dans son appel en faveur [d'un plus grand engagement au regard des flux financiers illicites et de l'évasion fiscale](#), ainsi que d'un commerce international plus équitable et plus en phase avec les intérêts des pays en développement.

Les droits plus étendus des investisseurs ont empêché les pays en développement de mener des politiques axées sur l'environnement et sur l'avenir, notamment en Inde, où des restrictions et des échéances plus strictes ont rendu le processus d'éradication des produits chimiques SEC destructeurs de la couche d'ozone inabordable, et ont récemment bloqué les politiques en matière d'énergie solaire. L'ISP et ses partenaires de la société civile veilleront à ce que le rôle du secteur public dans la stimulation d'investissements, d'une croissance et d'un développement plus importants ne soit pas mis à mal à l'occasion de la CNUCED 14. Si d'autres organisations internationales telles que l'OMC, la Banque mondiale et le FMI comptent depuis longtemps parmi les fervents défenseurs du secteur privé, la CNUCED s'est jusqu'à présent détachée de ces dernières, en promouvant une approche du commerce plus nuancée et axée sur le développement, et l'ISP entend soutenir le mandat de la CNUCED à cet égard.

Ensemble, défendons des services publics de qualité pour tous !